

LA FONDATION JEAN-JAURÈS ENGAGE UNE RÉFLEXION SUR LES PETITES ET MOYENNES VILLES

David Djaïz

20/09/2017

Le cycle de réflexion qu'engage la Fondation Jean-Jaurès autour de la revitalisation des petites et moyennes villes dépassera très largement ce qu'on appelait naguère l'aménagement du territoire et même l'égalité des territoires, car l'angle que nous retenons est celui de la cohésion sociale davantage que celui du béton et des infrastructures. David Djaïz, coordinateur du projet, en présente les grands axes.

Nous voulons en réalité partir du proverbe médiéval allemand : « L'air de la ville rend libre ». La ville rend libre parce qu'elle possède une forte « densité morale » pour reprendre l'expression de Durkheim ; elle est un lieu d'émancipation individuelle aussi bien que de cohésion collective.

Longtemps, on a postulé que les villes allaient bien. N'étaient-elles pas les grandes gagnantes des Trente Glorieuses ? L'exode rural a projeté des millions de Français venus de la ruralité dans les villes, où ils se sont installés pour étudier et travailler. Des millions de logements, privés et sociaux, y furent construits. Des lieux de culture, des espaces de vie.

Cette approche en réalité fait l'impasse sur un fossé qui s'est creusé entre les plus grandes villes du territoire – que l'on appelait jadis « métropoles d'équilibre », et qui sont des métropoles qui s'insèrent brillamment dans la mondialisation : Lyon, Lille, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Strasbourg... – et les petites et moyennes villes, comprises entre 5000 et 50 000 habitants, qui rencontrent pour la plupart de réelles difficultés économiques et sociales.

En un sens les petites et moyennes villes ressemblent un peu aux petites et moyennes entreprises : lorsqu'il est question des villes françaises, on a tout de suite en tête les très grandes villes, les métropoles qui réussissent, inclusives et créatives, de même que lorsqu'on parle de l'entreprise, on pense spontanément aux grands groupes du CAC 40, davantage qu'au commerçant de proximité qui est pourtant lui aussi un chef d'entreprise.

Pourtant, les petites et moyennes villes représentent la colonne vertébrale du territoire français, de même que les PME constituent l'ossature de notre économie : 3695 communes comptent entre 5000 et 20 000 habitants, pour un total de 18,2 millions de concitoyens, alors que les 31 plus grandes villes, comprises entre 200 000 et 2 millions, ne totalisent que 15,2 millions d'habitants.

Il faut donc prendre au sérieux la question de leur déclin ou du moins de leur insertion contrastée dans la nouvelle donne économique et sociale.

La question des petites et moyennes villes revient en force dans l'agenda politique depuis les élections municipales de 2014, car certains candidats, parmi lesquels des membres du Front national ou apparentés, ont fait du thème du déclin de la ville et notamment des hypercentres leur programme de campagne et ont remporté de réels succès sur ce thème. Ce fut le cas de Robert Ménard à Béziers.

Les trois principales maladies des petites et moyennes villes ont été identifiées. D'abord, la vacance commerciale dans les cœurs de ville, qui doit beaucoup au développement exponentiel de la grande distribution en périphérie. Ensuite la dégradation de l'habitat et la « gentrification à l'envers » des petites villes qui voient les familles aisées quitter les centres pour s'installer en première couronne – précisément dans le « périurbain ». Enfin la détérioration de « l'espace public citoyen », dynamique plus difficile à mesurer mais très réelle, qui tient à l'évolution des modes de transport (voiture individuelle plutôt que déplacements pédestres ou cyclistes), mais aussi à la raréfaction des espaces de rencontre et de création de lien social dans les cœurs de ville.

Prendre au sérieux la question des petites et moyennes villes ne vise donc pas à repenser à nouveaux frais l'aménagement du territoire, et pas seulement à améliorer la qualité de vie des habitants des centres-villes, ce qui en soi serait déjà crucial. Cela revient à se donner les moyens de retisser à petits points patients le fil de la cohésion nationale de notre pays avant qu'il ne soit trop tard.

Vous souhaitez participer à ce projet ? Envoyez vos contributions par [mail](#) à Jérémie Peltier, directeur du secteur Études et recherches

Retrouvez en vidéo « Comment la France a tué ses villes », un débat avec Olivier Razemon, David Djaïz et Jean Dionis du Séjour (Fondation Jean-Jaurès, 19 septembre 2017)